



PRÉFET DE LA CORRÈZE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

Tulle, le 10 février 2026

Monsieur le directeur,

Par arrêté préfectoral, du 22 mars 2022, pris au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), je vous ai mis en demeure d'effectuer les travaux nécessaires à l'obtention de la conformité de vos installations électriques.

Au regard de la visite effectuée par l'inspection des installations classées le 28 novembre 2024, il a été constaté que mon arrêté de mise en demeure de 2022 n'était pas respecté. Aussi, en application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, je vous ai notifié le 29 janvier 2025 un arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative la société JELD WEN (code AIOT : 0006000382).

Je précise qu'un sursis à l'exécution de l'astreinte était fixé au 15 janvier 2026.

Le 03 février 2026, l'inspection des installations classées a réalisé une nouvelle visite de votre entreprise.

Au regard du rapport établi au 5 février 2026, il apparaît que les exigences réglementaires rappelées par mon arrêté de mise en demeure sont respectées.

Par ailleurs, je vous rappelle que des actions sont à réaliser afin d'effectuer un suivi des émissions atmosphériques de votre chaudière biomasse pour respecter les valeurs limites d'émissions (VLE).

En conséquence, je vous informe que mon arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 mars 2022, et mon arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 29 janvier 2025, sont levés.

Veuillez agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Monsieur le directeur
de l'établissement
JELD WEN FRANCE
ZI du Theil
19200 Ussel

Copies à :

- DREAL UD 19
- Sous-préfet d'Ussel

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale

Nicole CHABANNIER